

Au Honduras et au Salvador, « les dirigeants syndicaux courent le risque d’être assassinés à tout moment »

mercredi 11 mars 2020, par [MACKEY Danielle](#) (Date de rédaction antérieure : 4 mars 2020).

Au cours d’une journée ordinaire, Joel Almandares conseille les élèves de collège et de lycée au Honduras sur la manière d’exceller aux cours et de préparer leur avenir. Cependant, il lutte également au quotidien contre la crainte d’attaques violentes contre ses collègues syndiqués et sur sa propre personne. M. Almandares est secrétaire général de la *Confederación Unitaria de Trabajadores de Honduras* (CUTH), une confédération de syndicats couvrant un éventail de secteurs tels que l’agriculture, les textiles et l’éducation. Il appartient à ce dernier groupe. Avant de travailler avec les adolescents, il enseignait aux enfants d’école primaire et aux étudiants. Au Honduras, toutefois, être enseignant n’est pas sans danger : selon l’Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), [90 enseignants ont été assassinés par des gangs](#) entre 2010 et 2019. M. Almandares a également critiqué publiquement la structure du pouvoir en place au Honduras.

La région où il vit, l’Amérique centrale, est [l’une des plus violentes au monde](#) en termes de taux d’homicides. Un exode de migrants et de réfugiés - [265.000 par an](#) en moyenne - fuyant vers des endroits comme les États-Unis, le Mexique, d’autres pays d’Amérique latine et même l’Europe, a braqué l’attention internationale au cours de la dernière décennie. Les trajectoires d’exil se sont dispersées et multipliées à mesure que les politiques d’immigration draconiennes de l’administration Trump aux États-Unis s’acharnent à les repousser, expulsant la plupart d’entre eux vers la région ou les confinant au Mexique en attendant que leurs demandes d’asile soient traitées. Une fois déportées, [les personnes qui fuient des menaces](#) ne peuvent demeurer chez elles, si bien qu’elles repartent immédiatement et tentent autant de fois que nécessaire de rejoindre les États-Unis ou toute autre destination.

Au Honduras et au Salvador voisin en particulier, les troubles que les personnes fuient résultent de facteurs convergents qui incluent la corruption, les gangs de rues, le commerce de la drogue, des politiques sécuritaires répressives et un long passé de violence ancrée dans les relations sociales.

La pauvreté et l’inégalité criante constituent un autre facteur : le Honduras est le sixième pays le plus inégalitaire au monde et le plus inégalitaire d’Amérique latine, tandis qu’au Salvador, 70 % des travailleurs n’ont pas de travail stable et salarié et sont livrés à une lutte constante pour la survie. En exposant les travailleurs honduriens et salvadoriens à tous ces facteurs, la syndicalisation se convertit, dès lors, en une activité à haut risque.

L’[Indice CSI des droits dans le monde 2019](#) de la Confédération syndicale internationale (CSI) a attribué au Honduras une « note de 5 » (seule une note de 5+ est pire), qui désigne un pays où les droits syndicaux ne sont pas garantis. Les attaques en représailles des activités syndicales ne sont pas rares. En décembre 2019, le Réseau hondurien de lutte contre la violence antisyndicale a

[dénoncé la vulnérabilité de ses membres](#) à la suite de l'assassinat, le 16 novembre, de Jorge Alberto Acosta Barrientos, membre du syndicat des travailleurs de la compagnie de chemins de fer Tela (SITRATERCO), abattu dans une salle de billard après avoir fait l'objet de menaces de mort.

« Le gouvernement permet à nos agresseurs de passer à l'acte »

Un secteur dans lequel cette violence est particulièrement répandue est l'agro-industrie. La récolte et la transformation de l'huile de palme illustrent bien le problème. Les injustices systématiques sont monnaie courante. La plupart des entreprises ne respectent même pas le salaire minimum hondurien, qui oscille entre 269 et 327 dollars US par mois, a expliqué M. Almendares lors d'un entretien avec *Equal Times*. « *Ils considèrent essentiellement les gens comme des animaux.* »

Depuis 2011, plus de 100 travailleurs agricoles auraient été [exécutés](#) dans des plantations appartenant à une seule famille de barons de la palme à huile, les Facussés, dans le contexte d'une longue lutte pour l'accès à la terre et le travail. Les Facussés sont parmi [les personnes les plus puissantes d'Amérique centrale](#) et les meurtres auraient été commis, en grande partie, par des gardes de sécurité privés de la famille. Le conflit trouve son origine dans l'expropriation massive de milliers de travailleurs agricoles de leurs terres dans les années 1970, qui avait été légitimée dans le cadre des réformes économiques d'ajustement structurel. La Banque mondiale n'a pas tardé à financer des entreprises privées comme Dinant - l'un des plus grands producteurs d'huile de palme et de denrées alimentaires d'Amérique centrale, propriété des Facussés - qui ont à leur tour accaparé d'immenses étendues de terre. Ce faisant, ils ont semé des tensions qui iraient grandissant au fil du temps.

Face au positionnement de plus en plus lucratif de l'huile de palme dans l'économie mondiale, la syndicalisation a constitué l'un des rares moyens d'intervention possibles. Les travailleurs de deux sociétés productrices d'huile de palme sont actuellement en train de s'organiser pour former un syndicat. Or, depuis deux ans, le ministère du Travail au sein de l'administration du président Juan Orlando Hernández en fonction refuse d'approuver les syndicats, indique M. Almendares. Le ministère a systématiquement annulé des réunions qui visaient à faire avancer le processus de certification. Entre temps, une partie des travailleurs qui s'organisaient ont été menacés de mort ou arbitrairement licenciés, a-t-il précisé.

Le ministère du Travail a eu recours aux mêmes tactiques dilatoires contre les travailleurs des plantations de melon, selon M. Almendares. « Il s'agit là de violations manifestes des traités internationaux », a-t-il expliqué à *Equal Times*. « Le gouvernement a fait en sorte que nous puissions être attaqués. »

Au milieu des difficultés, une lueur d'espoir est apparue en janvier 2019 lorsque le géant mondial des fruits Fyffes - une filiale de la multinationale japonaise Sumitomo - dont le siège est à Dublin, a [officiellement reconnu](#) le *Sindicato de Trabajadores de la Agroindustria y Similares* (STAS) dans ses activités au Honduras. Cela étant, l'accord en question a été conclu dans la foulée d'une campagne mondiale appelant Fyffes à réparer des décennies de violations des droits des travailleurs dont ont fait l'objet les travailleurs des plantations de melons au Honduras, notamment le licenciement illégal et le harcèlement de membres du syndicat, le vol de salaires et l'exposition à des produits agrochimiques toxiques. Victime d'un enlèvement en 2017, le secrétaire général du STAS, Moisés Sánchez, a été menacé de mort s'il refusait d'abandonner le syndicat ; la persécution semble désormais s'être étendue aux tribunaux, par le truchement d'accusations pénales d'« *usurpation* », alors que l'intimidation et la surveillance battent leur plein.

Un autre secteur hostile à la syndicalisation est le textile qui, selon le gouvernement, emploie plus de 150.000 Honduriens et génère plus de 440 millions de dollars par an. Toujours selon

M. Almendares, les travailleurs qui s'organisent sont fréquemment la cible de licenciements ou de menaces de préjudice, tandis que les entreprises renforcent leur influence en recourant à des tribunaux corrompus pour passer outre à la faible législation du travail existante. Les travailleurs du textile et de l'agro-industrie figurent au nombre des 89 cas documentés de menaces de mort contre des membres de syndicats affiliés à la CUTH. Les menaces apparaissent souvent comme ayant un lien avec leur syndicalisation. Cependant, elles peuvent aussi être liées à la politique.

« Au Honduras, le silence est une forme de survie »

En 2009, un coup d'État a entraîné une redistribution des rôles au sein de l'élite politique et des entreprises du pays, conférant de nouveaux pouvoirs aux acteurs proches des cartels de la drogue. Le putsch a évincé du pouvoir le président de gauche démocratiquement élu Manuel Zelaya et ouvert la porte à une succession de leaders issus, pour la plupart, des rangs du Parti national (Partido Nacional de Honduras), de droite.

Le président Juan Orlando Hernández a présidé aux destinées du pays depuis 2014. Depuis son entrée en fonctions, il a [assoupli](#) les programmes de lutte contre la corruption, [militarisé](#) la sécurité publique et cherché à [restreindre](#) l'émigration vers les États-Unis. Ces deux dernières politiques ont valu au président Hernández un fort soutien des administrations Trump et Obama, même lorsqu'il était acculé par des preuves accablantes de [fraude électorale](#) - et même après avoir été désigné comme co-conspirateur non inculpé dans un procès pour trafic de drogue à New York l'année dernière.

À l'issue de ce procès, le frère du président, Antonio (« Tony ») Hernández, a été reconnu [coupable](#) d'avoir produit et distribué 220 tonnes de cocaïne destinées à la vente aux États-Unis. Des témoins de marque qui se sont succédé à la barre ont allégué qu'Antonio Hernández avait régulièrement accepté des pots-de-vin des narco-trafiquants s'élevant à plusieurs millions de dollars - notamment du parrain mexicain de la drogue El Chapo Guzman - qui auraient servi à financer la carrière politique de son frère.

Les cartels ne sont, toutefois, que la manifestation la plus récente d'un problème de longue date. « *Le Honduras est aussi plus qu'un narco-État* », écrit la journaliste hondurienne Jennifer Ávila. Avant que les cartels ne règnent en maître sur le pays, c'était « *un groupe d'élites corrompues et une compagnie fruitière [la United Fruit Company, aujourd'hui mieux connue sous le nom de marque Chiquita Brands International] qui exerçaient leur pouvoir sur le président. L'État était conçu comme un moyen de faciliter le crime et l'enrichissement de quelques privilégiés* », dit-elle, avant d'ajouter : « *Dans les deux cas de figure, le silence est d'or. Le silence est une forme de survie.* »

Cependant, les syndicats sont tout sauf silencieux. « Les dirigeants syndicaux sont menacés lorsqu'ils organisent des grèves », signale M. Almendares, mais « ils adoptent aussi presque toujours des positions publiques fortes contre le régime ». Cette témérité manifeste les expose à des degrés croissants de danger. Un effet domino dont la violence peut devenir le point culminant.

Un cas de figure récurrent est le suivant : les syndicats affrontent les parlementaires sur l'entrave des processus de certification des syndicats ou l'affaiblissement du code du travail. Ces politiques sont également des chefs d'entreprise ou des alliés des chefs d'entreprise, qui résistent aux droits du travail au nom du profit. Et dans la réalité de l'après-coup d'État, il n'est pas rare que des membres du congrès ou des hommes d'affaires soient alliés aux cartels de la drogue. Ainsi, lorsque les travailleurs affrontent l'élite du monde des affaires ou du monde politique, ils affrontent souvent simultanément les narcotrafiquants.

Le dernier domino peut impliquer des gangs de la rue ; au Honduras, les cartels embrigadent souvent des membres de gangs comme tueurs à gages, de sorte que les personnes qui appuient sur les gâchettes qui tuent les syndicalistes peuvent être des membres de gangs, quand bien même le plan a été ourdi à des échelons bien supérieurs. « *Tous les dirigeants syndicaux courent le risque d'être assassinés à tout moment* », a déclaré Joel Almandares. « *La plupart [des Honduriens] gardent le silence, par souci de préserver leur propre vie.* »

Survivre aux gangs et à l'impunité au Salvador

Au Salvador voisin, l'activité syndicale se heurte à deux obstacles : la violence et une vieille culture antisyndicale dont la résurgence est encouragée par la nouvelle direction politique. Le pays est connu au niveau international pour sa lutte contre les gangs de rues, en particulier contre les trois principaux groupes : les Mara Salvatrucha (MS-13) et les deux factions intégrées au sein du gang Barrio 18. Ces gangs s'en prennent aux travailleurs en leur extorquant de l'argent. Ce sont eux qui contrôlent « *la vie économique du pays* », déclare Francisco Quijano, secrétaire général de la *Central Autónoma de Trabajadores Salvadoreños* (CATS). « *C'est dans les quartiers qu'on le ressent vraiment.* »

C'est aussi au niveau des quartiers que les gangs limitent la mobilité des travailleurs. Les gangs ont fractionné le pays en petites parcelles de territoire sans cesse contestées, des frontières invisibles qui peuvent mettre en danger la vie des citoyens qui les traversent. Les personnes sont considérées comme marquées par le gang qui contrôle la communauté où elles habitent, même si elles n'ont aucun lien avec le groupe ; par conséquent, elles sont perçues comme des ennemis - voire, des espions en puissance - lorsqu'elles résident dans des quartiers contrôlés par des rivaux.

À l'heure de pénétrer dans nombre de ces municipalités pour y rencontrer les travailleurs, « *il faut d'abord en informer les jeunes* », explique M. Quijano, en allusion aux membres des gangs. Selon lui, les travailleurs sont confrontés à l'intimidation et au danger lorsque leur travail exige de pénétrer dans un quartier où ils n'habitent pas, car il n'est pas toujours clair quel gang contrôle quel quartier à un moment donné. C'est ainsi, notamment, que des travailleurs sanitaires affiliés à la CATS ont été tués parce que leur parcours commençait à une extrémité d'une municipalité et se terminait à l'autre, toutes deux sous le contrôle de bandes rivales.

L'une des façons dont les travailleurs tentent de se protéger est de ne pas porter leur carte d'identité nationale, appelée Documento Único de Identidad (DUI), qui indique l'adresse du domicile du porteur. Les gangs exigent souvent de voir le DUI d'un étranger avant de lui permettre d'accéder à un quartier. Beaucoup de syndicats conseillent à leurs membres d'éviter de circuler munis de leur carte d'identité de sorte que s'ils sont interpellés, ils peuvent dire n'importe quoi « *qui leur donne plus de chances de s'en tirer* », confie M. Quijano.

Il y a cependant un problème à ne pas porter son DUI, et c'est que celui-ci fait partie des papiers exigés pour créer un syndicat ou y adhérer. Les informations relatives à l'adresse du domicile finissent par être transmises à la fois à l'employeur et au ministère du Travail. Les syndicats craignent qu'à un moment donné ces informations ne soient divulguées ; ils recommandent aux travailleurs d'éviter autant que possible de mentionner l'adresse de leur domicile dans ces documents.

S'ajoute à cela une complication supplémentaire qui touche au cœur même de la communauté : les gangs ne sont pas des envahisseurs étrangers. « *Les jeunes qui font partie des gangs sont nos jeunes, issus de nos communautés* », remarque Marielos de León, secrétaire générale de la confédération syndicale *Unión Nacional de Trabajadoras y Trabajadores de El Salvador* (UNTS). Les

gangs sont peuplés d'enfants, de parents et de voisins des membres du syndicat et le manque d'intérêt politique réel pour s'attaquer aux causes profondes du banditisme - conjuguée aux brutalités policières incessantes et à une politique de sécurité à courte vue - pèse lourdement sur les travailleurs.

Comme au Honduras, selon M^{me} de León, certaines attaques de gangs contre des membres de syndicats salvadoriens ne sont pas planifiées par les gangs mais sont, en réalité, des meurtres commandités. L'impunité est [un problème commun](#), si bien que le recours aux gangs en tant que tueurs à gages peut fournir à quiconque considère l'organisation des travailleurs comme une menace la possibilité de passer à l'acte. « *Il est facile de mettre sur le compte de la "délinquance" tout méfait commis contre une personne* », explique M^{me} de León.

Pourtant, les partis politiques du pays ont exploité les gangs à [leur avantage électoral](#) ; c'est notamment le cas du maire en exercice de San Salvador, le [dernier en date](#) à avoir été impliqué dans l'achat de votes. En plus de renforcer le pouvoir des gangs, cela augmente les risques associés à la syndicalisation dans des régions où les dirigeants politiques sont antisyndicaux, déclare M. Quijano. Ainsi, malgré une tentative risquée, les représentants de la CATS ne pouvaient plus accéder à deux municipalités où des maires alliés aux gangs étaient farouchement opposés aux droits des travailleurs. « *Nous devons sortir escortés par des policiers* », indique M. Quijano.

« Lutter pour le droit d'émigrer, mais aussi pour le droit à ne pas émigrer »

La CATS, une confédération composée de 28 syndicats couvrant un éventail de secteurs, du transport public à l'agriculture, et des employés municipaux aux travailleurs indépendants, est également confrontée aux problèmes causés par la nouvelle administration présidentielle. Le président Nayib Bukele a pris ses fonctions en juin 2019 et jouit d'une grande popularité. Cependant, « *il n'a pas la moindre intention d'apporter des changements au modèle économique* », affirme M^{me} de León. « Il représente d'autres intérêts, ceux des milieux d'affaires », explique-t-elle à *Equal Times*.

Nayib Bukele qui, à 38 ans, est le plus jeune président de l'histoire du pays a un penchant, celui de gouverner par Twitter. Il s'est d'ailleurs servi de cette plateforme pour limoger des fonctionnaires qu'il soupçonnait d'être des alliés de ses adversaires politiques. Depuis son entrée en fonctions, il a, en effet, licencié des centaines de fonctionnaires du gouvernement, selon M. Quijano, « *en raison de leur affiliation politique* ». Dans le même temps, un sérieux engorgement des tribunaux empêche les travailleurs d'obtenir leur réintégration suite à un licenciement abusif. Confrontés à des délais d'attente interminables aux tribunaux, nombreux sont les travailleurs qui renoncent à être entendus et finissent par émigrer, explique M. Quijano.

Nayib Bukele a également soulevé un tollé le mois dernier lorsqu'il a tenté de contraindre le parlement à voter un prêt pour financer son programme de sécurité - une politique qu'il n'a en fait [jamais](#) présentée. Le président a convoqué un vote spécial pendant le week-end, et lorsque les législateurs ont manqué de répondre présent, il a retiré tous leurs gardes du corps, a appelé les citoyens à se soulever et a fait entrer les militaires et la police dans le bâtiment du congrès. « *M. Bukele se considère au-dessus des normes de sa fonction et à l'abri de toute formalité légale* », [a écrit](#) José Luis Saenz, rédacteur en chef du quotidien en ligne salvadorien *El Faro*.

M. Bukele « *tire sa force de la propagande mensongère - fake news, trolls* », a souligné M^{me} de León. Il s'agit d' « *un personnage qui a acquis énormément de popularité auprès des jeunes. Il se présente comme le "président cool"* ». M. Quijano est du même avis : « *Quiconque pense différemment de lui ou le questionne est son ennemi* », dit-il.

Pour les femmes syndicalistes, la discrimination fondée sur le sexe ne fait qu'ajouter à la charge. « Il continue d'y avoir de la discrimination à cause du machisme. Il y a un manque d'autonomisation des femmes du fait qu'elles sont supposées porter les charges ménagères, et nous devons dès lors nous efforcer doublement si nous tenons à gagner de l'espace », déclare M^{me} de León. « Il y a eu des avancées mais ce n'est pas suffisant. »

Il en va de même au Honduras, selon Maria Gloria García, secrétaire aux finances de la Fédération des syndicats des travailleurs de l'agro-industrie, (*Federacion de Sindicatos de Trabajadores de la Agroindustria* ou Festagro) : « Nous, les femmes, sommes marginalisées par les patrons, étant [confrontées au harcèlement sexuel](#) et à l'inégalité de revenu parce qu'ils nous paient moins que les hommes », a-t-elle déclaré à la publication hondurienne *Pasos de Animal Grande*. « Et le gouvernement hondurien n'a pas de politique pour améliorer ces conditions de travail. »

Les travailleurs voient les problèmes communs à la région - y compris en matière d'accès aux droits des travailleurs - comme des moteurs évidents de l'actuelle crise des réfugiés. Ils dénoncent les politiques migratoires draconiennes de pays comme les États-Unis qui repoussent les personnes qui fuient pour leur vie, mais soutiennent également que les ressortissants de pays d'Amérique centrale devraient avoir le droit à ne pas émigrer ; à vivre de leur premier à leur dernier souffle dans leur pays d'origine. Une impossibilité pour des milliers de personnes dans la région. Celle-ci se voit obligées d'émigrer pour des motifs qui tiennent, en grande partie, de l'injustice économique.

« Nous luttons pour le droit d'émigrer, mais aussi pour le droit à ne pas émigrer », a déclaré M. Quijano. « Notre Amérique latine a besoin d'un modèle de développement autre que le modèle néolibéral. »

Cet article a été traduit de l'anglais.

Danielle Mackey

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/au-honduras-et-au-salvador-les#.Xmim86gzaHs>